

C O N F I D E N T I E L  
DE KNSHA XIAP5156 02AVR91  
A EXTOTT ADA

REF VAOTRETEL ADA0062 04MAR

---AFFECTATION DE PERSONNEL HOMOSEXUEL

SUITE A TEL EN REF, NOUS AVONS EFFECTUE UNE PREMIERE CONSULTATION  
AUPRES DE NOS COLLEGUES DU ZAIRE, BURUNDI, RWANDA ET CONGO, POUR ESSAYER  
DE REpondre DE FACON PRECISE A CHACUNE DE VOS QUESTIONS. MALHEUREUSE-  
MENT, AUCUN D ENTRE EUX N ETANT JURISTE, NOUS NE SOMMES PAS CERTAINS DE  
POUVOIR REpondre DE FACON PRECISE A LA REMIERE QUESTION, A SAVOIR,  
EXISTE-T-IL UNE LOI DECRETANT L HOMOSEXUALITE LEGALE OU ILLEGALE.  
SAUF POUR LE ZAIRE QUI SAIT QUE L HOMOSEXUALITE EST UN PHENOMENE QUI  
EXISTE AU ZAIRE, MES AUTRES COLLEGUES M ONT UN PEU REGARDE COMME  
QUELQU UN QUI VIENT D UNE AUTRE PLANETE.

2. IL EST CLAIR, QUE POUR EUX, LORSQU IL S AGIT DE LEURS NATIONAUX, IL  
N Y A PAS DE LOI PUISQUE, DISENT-ILS, IL N EXISTE PAS DE PROBLEME.  
N IMPORTE LEQUEL CAS QUI DEVIENDRAIT CONNU, FERAIT DE L INDIVIDU UNE  
VICTIME DE SARCASME, REPROBATION, ISOLEMENT PAR LA FAMILLE ET TOUT AUTRE  
CHATIMENT INIMAGINABLE PAR DES NATIONAUX. MEME LA LIGUE ZAIROISE DES  
DROITS DE L HOMME, ORGANISME POUR LEQUEL, COMME EN AFRIQUE DU SUD, CE  
PHENOMENE POURRAIT DEVENIR UN DOSSIER IMPORTANT, EST IMPUISSANT ET  
INCAPABLE DE RISQUER DES OPINIONS SUSCEPTIBLES D APPORTER DES NUANCES  
OU DES DEGRES AU PHENOMENE. EN PREF, POUR TOUS, UN PHENOMENE INACCEPTABLE.

...2

FILE 3-1-15		DOSSIER
ACTION SUITE A DONNER		LOC D2- 5/6
RECEIVED - REÇU		
APR 2 1991		
ADA		

A0050724\_1-001453

PAGE DEUX XIAP5156 C O N F I D E N T I E L

LORSQUE LA QUESTION EST POSEE AU SUJET D ETRANGERS OU EN PARTICULIER DE DIPLOMATES, TOUS ADOPTENT UNE CERTAINE RESERVE. UN PEU L ATTITUDE, C EST VOTRE AFFAIRE MAIS CE N EST PAS UNE BONNE IDEE. POURTANT, ON SAIT, ET EN PARTICULIER AU ZAIRE OU ON NOUS RAPPORTE [REDACTED]

[REDACTED] POUR REGLER LE PROBLEME. A CE SUJET, TROIS DE MES CONTACTS M ONT CLAIREMENT LAISSE COMPRENDRE QUANT A L AFFECTATION DE DIPLOMATES, QUE C ETAIT DU RESSORT DU PAYS DE RESIDENCE NON DU PAYS D ACCUEIL, MAIS QUAND MEME PAS RECOMMANDABLE. UN SEUL, LE BURUNDI, M A REPONDU QUE SI L ON CONNAISSAIT LE FAIT, ON REFUSERAIT L AGREMENT. EN BREF, LES COMMENTAIRES DE CES PERSONNES, QUOIQUE SEMBLANT REFLETER L OPINION GENERALE, NE VIENNENT PAS D AUTORITES DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET POURRAIT EN CONSEQUENCE, ETRE REMIS EN QUESTION. TOUTEFOIS, NOUS AVONS L ASSURANCE QUE NOS PAYS D ACCREDITATION POUR LE MOMENT, TIRAILLES PAR L APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE, N ONT PAS POUR LE MOMENT, BIEN APPREHENDED L EVOLUTION MONDIALE DE CETTE QUESTION. SI VOUS ESTIMEZ QUE NOUS DEVONS POURSUIVRE NOS RECHERCHES, FAITES NOUS LE SAVOIR. SI KGALI VOUS A REPONDU POUR LE RWANDA ET LE BURUNDI, VOUS DEVREZ ASSUMER QUE LEUR REPONSE EST PLUS COMPLETE, VOIR MEME PLUS PRECISE QUE LA NOTRE.

CCC/081 021518Z XIAP5156